



EXEMPLES DE LEÇONS TIRÉES DE LA PANDÉMIE DU COVID-19 SUR LE DROIT À LA SANTÉ POUR LES PERSONNES MIGRANTES SANS PAPIERS

 **PICUM**

PLATFORM FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON
UNDOCUMENTED MIGRANTS

Introduction

Le COVID-19 a eu des répercussions sur toutes les femmes et tous les hommes de la planète, mais ces répercussions ont été plus importantes pour certaines personnes que pour d'autres. Les formes intersectionnelles de discrimination, la marginalisation et l'exclusion sociale ont exacerbé les inégalités préexistantes, ce qui signifie que certains groupes vulnérables ont subi des conséquences disproportionnées de la pandémie.

Pendant la pandémie, PICUM a conduit une enquête parmi ses membres afin d'évaluer les répercussions du COVID-19 et des restrictions sanitaires sur les personnes migrantes sans papiers. Il est apparu que la principale préoccupation des personnes sans papiers pendant la pandémie était la perte de revenus entraînée par l'interruption du travail, ainsi que l'impossibilité d'accéder aux aides sociales, notamment à l'allocation chômage. L'incapacité de respecter la distanciation sociale due à l'exiguïté de logements surpeuplés, dont les centres de détention et les camps informels, était une autre source d'inquiétude importante.

En outre, de nombreux membres de PICUM ont signalé une baisse de leur capacité à aider les personnes sans papiers, car les restrictions mises en place pendant les confinements complexifiaient le travail social. Bien que beaucoup de membres aient remonté une augmentation des demandes d'aide, il leur était plus difficile de mener des activités de plaidoyer auprès des autorités de leur pays pour les pousser à adopter des politiques inclusives ; en effet, les réunions en présentiel ont pour la plupart été annulées, et la gestion de la crise sanitaire passait devant les autres priorités. Cette double difficulté (l'augmentation des besoins et l'amoindrissement de la capacité à aider les personnes) a été particulièrement présente pendant la pandémie.

Des vaccins pour tout le monde ?

Dès le départ, les institutions internationales et régionales de santé publique ainsi que celles dédiées aux droits humains ont insisté sur la nécessité de mettre en place des procédures de vaccination inclusives et équitables à l'échelle nationale. Elles invoquaient des motifs d'égalité, de justice et de droits humains, mais également de santé publique. Dans une note d'orientation conjointe sur l'accès aux vaccins¹, des expert-e-s internationaux en matière de droits humains ont souligné « la nécessité de prêter attention aux personnes migrantes les plus exposées et les plus vulnérables au SARS-COV-2 à cause des déterminants sociaux de la santé, comme les situations irrégulières, les revenus faibles, la vie dans des camps ou dans des conditions dangereuses, la vie dans des centres de détention pour personnes migrantes et la localisation dans un pays de transit ».

Pourtant, dans toute l'Europe, les politiques d'inclusion des personnes sans papiers sont restées parcellaires, parfois vagues et ouvertes à l'interprétation. Au début de l'année 2021, quand les États membres de l'UE ont commencé à mettre en place des procédures de vaccination, PICUM a lancé une cartographie des deux problèmes principaux concernant les personnes migrantes sans papiers : les obstacles administratifs et le risque que la vaccination entraîne l'application des politiques migratoires. Les obstacles administratifs se référaient principalement à l'éventuelle obligation pour les personnes sans papiers de présenter un justificatif de domicile, des papiers d'identité ou un numéro de sécurité sociale pour pouvoir être vaccinées. Les mesures de protection portaient sur la lutte contre le transfert de données liées au statut migratoire à des fins de contrôles d'immigration (« pare-feux »).

En mars 2021, PICUM a commencé à coopérer avec Lighthouse Reports, une plateforme d'enquêtes et d'actualités à but non lucratif, afin d'évaluer l'inclusion des personnes sans papiers par les politiques et stratégies de vaccination européennes².

1 Comité des Nations unies pour les travailleur.euse.s migrant.e.s, Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits humains des migrant.e.s, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains, Rapporteur spécial sur les réfugié.e.s, les demandeur.euse.s d'asile, les personnes déplacées et les migrant.e.s en Afrique, Représentante spéciale de la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe sur les migrations et les réfugié.e.s et Rapporteur sur les droits des personnes migrantes de la Commission interaméricaine des droits humains, [Joint Guidance Note on Equitable Access to COVID-19 Vaccines for All Migrants](#) [Note d'orientation conjointe sur l'accès équitable aux vaccins contre le COVID-19 pour toutes les personnes migrantes, en anglais]

2 Lighthouse Reports, 2021, [Vaccinating Europe's Undocumented: A Policy Scorecard](#) [La vaccination des personnes sans papiers en Europe : bilan des politiques, en anglais]

Exemples de campagnes de vaccination nationales contre le COVID-19 et leur inclusion des personnes migrantes sans papiers

Le **Royaume-Uni** a annoncé en février 2021 que toutes les personnes résidant sur son territoire pourraient être vaccinées gratuitement, indépendamment de leur statut migratoire, la seule obligation (pour celles qui n'auraient pas de numéro de sécurité sociale) étant de s'inscrire auprès d'un-e médecin traitant. Les directives officielles faisaient figurer cette possibilité³. Néanmoins, l'accès pratique au vaccin a été restreint par des préoccupations liées à « l'environnement hostile »⁴ et au fait que la majorité des médecins traitants refusent d'enregistrer des personnes sans papiers car elles sont dans l'incapacité de présenter des documents officiels, comme un titre de séjour valable, alors même que la loi ne l'impose pas⁵.

En **Belgique**, le gouvernement fédéral a été réceptif aux préoccupations des organisations non gouvernementales et locales, et il a coopéré avec elles dès le début de l'élaboration de sa stratégie et de son approche. La région de Bruxelles a travaillé activement avec des organisations locales pour trouver des solutions pratiques afin de veiller à ce que les personnes sans papiers et les autres groupes confrontés à l'exclusion aient accès à la vaccination, notamment grâce à la mobilisation de cliniques mobiles⁶.

En **Espagne**, la stratégie de vaccination fédérale cite explicitement les personnes migrantes sans papiers⁷ et d'autres groupes marginalisés comme des destinataires de la campagne de vaccination. Cependant, elle ne précisait pas la manière de les atteindre. Bien qu'il existe des exemples d'approches inclusives dans certaines régions, les organisations non gouvernementales poussent le ministère de la Santé à adopter des directives claires à l'intention des régions afin de lutter contre des différences de pratiques qui entraînent des exclusions.

3 Secrétariat d'État britannique à la lutte contre les disparités sanitaires, 2021, [Covid-19: migrant health guide](#) [COVID-19 : Guide relatif à la santé des personnes migrantes, en anglais]

4 Le terme « environnement hostile » est utilisé pour décrire toutes les politiques qui complexifient la vie des personnes migrantes au Royaume-Uni, en les traitant comme si elles méritaient moins de droits, de dignité et d'humanité que les ressortissant-e-s nationaux. Il a été présenté pour la première fois en 2012 par la ministre de l'Intérieur, Theresa May, comme un ensemble de politiques visant à rendre la vie au Royaume-Uni intenable pour les personnes dans l'incapacité de présenter les bons papiers. Selon ses propres mots à l'époque, « l'objectif est de créer, ici au Royaume-Uni, un [environnement particulièrement hostile](#) ».

5 The Bureau of Investigative Journalism, 2021, [Most GP surgeries refuse to register undocumented migrants despite NHS policy: Survey finds official guidelines being extensively ignored to leave hundreds of thousands facing a vaccine labyrinth](#) [La majorité des cabinets médicaux refusent d'enregistrer les personnes migrantes sans papiers, malgré les directives de la NHS – Selon une enquête, des directives officielles sont largement ignorées et des centaines de milliers de personnes sont confrontées à un véritable labyrinthe de la vaccination, en anglais]

6 Croix-Rouge de Belgique, 2021, [Lancement de Mobivax, l'équipe mobile dédiée à la vaccination des personnes sans-abri](#)

7 Ministère de la Santé espagnol, 2021, [Estrategia de Vacunación Covid-19 en España](#) [Stratégie de vaccination contre le COVID-19 en Espagne, en espagnol]

Le ministre de la Santé irlandais a déclaré sans ambiguïté qu'il n'y aurait aucune conséquence migratoire pour les personnes qui voudraient se faire vacciner en Irlande, et il a encouragé les personnes sans papiers à le faire⁸. Pendant les confinements de 2020, l'**Irlande** avait déjà annoncé que les personnes sans papiers pourraient accéder aux soins de santé liés au COVID-19 sans courir le risque que leurs données soient transmises aux autorités migratoires, et qu'elles seraient concernées par le Programme de protection en période de pandémie mis en place par l'État à destination des personnes ayant perdu leur emploi⁹.

Le **Portugal** a lancé un site Internet pour s'inscrire à la vaccination contre le COVID-19, sur lequel les personnes sans papiers pouvaient réserver un rendez-vous de vaccination et qui était fait pour être moins exigeant en termes d'informations demandées (adresse, date de naissance, numéro de téléphone et nationalité). Selon des chiffres officiels de juin 2021, plus de 19 000 personnes migrantes sans papiers¹⁰ s'étaient enregistrées sur ce site, souvent avec l'aide d'ONG locales.

En 2022, le ministère de la Santé en **Grèce** a lancé une campagne pour améliorer l'accès des personnes migrantes sans papiers, des personnes réfugiées et d'autres groupes marginalisés à la vaccination contre le COVID-19¹¹. Cette initiative fait suite à une campagne menée par une coalition d'ONG grecques, dont INTERSOS Hellas, le Greek Forum of Migrants et le Greek Forum of Refugees¹². Elle vise à sensibiliser les personnes migrantes sans papiers à leur droit d'être vaccinées, à lutter contre la désinformation, la peur et la méfiance envers les autorités publiques à cause de précédentes politiques de santé insuffisantes, et à garantir que la stratégie de vaccination nationale soit inclusive et ouverte à toutes et tous.

8 Berkeley Solicitors, 2021, [Ministers answer parliamentary questions relating to the regularisation of undocumented migrants and access to covid-19 vaccines](#) [Des ministres répondent à des questions au gouvernement concernant la régularisation des personnes migrantes sans papiers et l'accès aux vaccins contre le COVID-19, en anglais]

9 Agence des droits fondamentaux de l'UE, 2020, [Coronavirus COVID19 outbreak in the EU – Fundamental Rights Implications](#) [Pandémie de COVID-19 dans l'Union européenne – Répercussions sur les droits fondamentaux, en anglais]

10 Publico, 2021, [Quase 66 mil estrangeiros já foram vacinados contra a covid-19](#) [en portugais]

11 Ministère de la Santé grec, [Εμβόλια για όλους: Κυβερνητική πρωτοβουλία στη μάχη κατά των ανισοτήτων](#) [en grec]

12 INTERSOS Hellas, Greek Forum of Migrants et Greek Forum of Refugees, [Vaccines for All](#) [Vaccins pour toutes et tous, en anglais]

Manifestement, il reste beaucoup de travail à faire pour inclure les personnes sans papiers dans les campagnes de vaccination contre le COVID-19. Au-delà de la suppression des obstacles administratifs et de la mise en place de pare-feux, l'une des premières priorités sera de bâtir une relation de confiance entre les institutions publiques et les groupes marginalisés afin de veiller à ce que les personnes sans papiers ne soient pas oubliées, lors d'éventuelles vagues futures. Cela implique de mettre en place une communication publique claire, accessible et efficace dans des langues comprises par les groupes marginalisés.

Les voies ouvertes en matière de services de santé

Malgré de nombreuses difficultés, la situation n'est pas désespérée. La pandémie a en effet, de manière très surprenante, ouvert de nouvelles voies pour l'inclusion des personnes migrantes sans papiers. Poussés par des motifs de santé publique, certains États européens ont adopté des mesures visant à réduire l'exclusion des personnes sans papiers des services publics¹³.

Par exemple, le Portugal a temporairement régularisé la situation de toutes les personnes avec une demande de titre de séjour en cours, afin qu'elles puissent bénéficier des aides de l'État et notamment d'un accès plein et entier aux soins de santé¹⁴. L'Irlande a accordé aux personnes sans papiers un accès sécurisé aux soins de santé, en garantissant qu'aucune donnée ne serait transmise aux autorités migratoires¹⁵.

Ces mesures sont certes temporaires et imparfaites, mais la société civile devrait saisir cette occasion pour montrer aux décideurs politiques que le changement est possible et qu'une meilleure inclusion profite à tout le monde.

Ce message a été renforcé par l'Organisation mondiale de la santé, qui a déclaré que la pandémie de COVID-19 « avait démontré la pertinence et l'importance d'une couverture de santé universelle, ainsi que le rôle de services médicaux qui fonctionnent réellement et qui sont accessibles à toutes et à tous, indépendamment du statut migratoire et de la nationalité »¹⁶.

13 PICUM, 2022, [Aperçu des mesures de protection sociale locales et nationales dont bénéficient les personnes migrantes sans papiers](#)

14 Publico, 2020, [Governo regulariza todos os imigrantes que tenham pedidos pendentes no SEF](#) [en portugais]

15 Agence des droits fondamentaux de l'UE, 2020, [Coronavirus Covid-19 outbreak in the EU: Fundamental Rights Implications](#) [Pandémie de COVID-19 dans l'Union européenne – Répercussions sur les droits fondamentaux, en anglais]

16 Organisation mondiale de la santé, 2021, [Refugees and migrants in times of COVID-19: mapping trends of public health and migration policies and practices](#) [Les personnes réfugiées et migrantes pendant la pandémie de COVID-19 : cartographie des tendances des politiques et pratiques relatives à la santé publique et aux migrations, en anglais]

De nombreux membres de PICUM ont souligné qu'ils avaient pu nouer de nouvelles relations professionnelles avec différents niveaux de gouvernance dans leurs pays respectifs. Par exemple, si la porte des décideurs nationaux était fermée avant la pandémie, les services et autorités des échelles locales et régionales de certains pays ont été plus disposés à coopérer avec des membres de PICUM afin de résoudre divers problèmes en matière de santé. En Norvège, des organisations de la société civile ont indiqué avoir trouvé de nouvelles voies de coopération avec certains hôpitaux et certaines autorités de santé locales, dont l'intérêt aux échanges portait initialement sur la pandémie et sur l'accès aux vaccins et qui veulent aujourd'hui discuter de l'accès plus général aux soins de santé.

Conclusion

La pandémie a révélé les inégalités qui existaient dans nos sociétés en termes d'exposition au COVID-19, de répercussions socioéconomiques et d'accès aux services de santé. Les personnes migrantes sans papiers ont subi le choc des confinements, notamment à cause de l'impossibilité de respecter la distanciation sociale, de la perte de revenus et d'un manque d'accès aux aides de l'État.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, « la pandémie pourrait être l'occasion de mettre en place des politiques cohérentes et fondées sur des preuves qui n'oublie personne, dans l'esprit des Objectifs de développement durable¹⁷ ». Certains gouvernements ont ouvert l'accès à la vaccination et aux soins de santé pour les personnes migrantes sans papiers, dans le cadre de stratégies globales liées à la crise sanitaire. Les activités de plaidoyer devraient s'appuyer sur ces mesures d'urgence ainsi que sur les partenariats créés pendant la pandémie pour défendre l'accès égal à la santé.

La pandémie a prouvé que les gouvernements étaient capables de mettre en place des mesures inclusives en matière de soins de santé à destination des personnes migrantes sans papiers. Pour les organisations de la société civile, la difficulté résidera dans la prolongation de ces mesures après la fin de la pandémie.

17 *Ibid.*

PICUM

PLATFORM FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON
UNDOCUMENTED MIGRANTS

Rue du Congres / Congresstraat 37-41
1000 Brussels, Belgium
Tel: +32 2 883 68 12
info@picum.org
www.picum.org

Traduction: Morgane Delage

[Pour faciliter la lecture, nous avons ajouté des traductions officielles de citations et de textes juridiques lorsque cela s'avérait nécessaire.]

© PICUM, 2022

Image de couverture: Marcos - Adobe Stock



SIGRID RAUSING TRUST



Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or European Union Programme for Employment and Social Innovation "EaSI" (2021-2027). Neither the European Union nor the granting authority can be held responsible for them.